

Unité inter-départementale Haute-Pyrénées-Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes Cedex 09
Tel : 05 62 44 59 00
courriel : uid-65-32.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Tarbes, le 14/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



DECONS SUD-AQUITAINE

Passage des Bois Ouvrés
65600 SEMEAC

Références : 2022-0098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement DECONS SUD-AQUITAINE implanté Passage des Bois Ouvrés 65600 SEMEAC. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La SAS Decons Sud Aquitaine est autorisé à exploiter des activités de transit de déchets et un centre de véhicules hors d'usage par arrêté préfectoral du 6 janvier 1992 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015 sur la commune de Séméac. Lors de la visite d'inspection du 12 mars 2021, 7 faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction et 4 non-conformités ont été relevés. Les non-conformités ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 22 avril 2021. L'objet de la présente inspection est de vérifier les suites données par l'exploitant par rapport à l'APMD et aux écarts relevés lors de la précédente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECONS SUD-AQUITAINE
- Passage des Bois Ouvrés 65600 SEMEAC
- Code AIOT dans GUN : 0006803183
- Régime : Autorisation

Situé impasse des bois ouvrés sur la commune de Séméac, le site de la société SAS Decons Sud Aquitaine compte un algéco d'accueil, un pont bascule, un hangar de stockage et une zone de

dépollution. Les déchets sont stockés sur une dalle étanche. Les eaux de ruissellement sont collectées dans un bassin de décantation et traitées en sortie par un débourbeur-deshuileur. Trois piézomètres permettent le suivi de la pollution des eaux souterraines. A noter que deux bâtiments inutilisés sont en cours de démolition.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2021;
- récolement des écarts relevés lors de l'inspection du 12 mars 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
autorisation et raccordement des rejets	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 1	Mise en demeure	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.5.1	/	
propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.4	/	
Etiquetage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Valeurs limites d'émissions dans l'eau	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 2	Mise en demeure	
risque foudre	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 3	Mise en demeure	
risque incendie	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4	Mise en demeure	
entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.3.3	Susceptible de mise en demeure et de sanction	
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.5.2	Susceptible de mise en demeure et de sanction	
installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.3	Susceptible de mise en demeure et de sanction	
pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.3	Susceptible de mise en demeure et de sanction	
surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 61.5	Susceptible de mise en demeure et de sanction	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de lever 3 articles de l'APMD. Une convention a été signée avec la commune de Séméac pour l'évacuation des eaux traitées par le réseau communal d'eaux pluviales. Le raccordement n'ayant pas encore été réalisé, l'article 1 de l'APMD ne peut être levée : l'inspection propose à Monsieur le préfet un arrêté d'astreinte.

Par ailleurs, suite aux travaux de démolition des bâtiments inutilisés, l'inspection demande que l'affichage enlevée de certains produits dangereux soient remis rapidement en place et que les déchets (inertes, citerne) soient évacués dans des filières autorisées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : autorisation et rejet raccordement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 1
Prescription contrôlée : La SAS DECONS SUD AQUITAINE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Séméac, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2015, soit en disposant d'une convention de rejet des eaux pluviales dans le réseau pluvial communal, soit en proposant une solution de rejet alternative dans le milieu naturel (rejet superficiel) dans le cadre d'un porter à connaissance, en justifiant que les rejets ne porteront pas atteinte au milieu récepteur.
Constats : L'inspection a été destinataire du mail de la commune de Séméac du 18/10/2021 demandant à l'exploitant de compléter son dossier de demande de convention de raccordement au réseau d'eaux pluviales de la commune par le plan d'implantation au point de raccordement (précisant le diamètre des tuyaux) et le plan de masse à l'échelle incluant le projet et l'évacuation des eaux de toiture. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de la convention signée le 04/01/2022. Cependant, la connection au réseau d'eaux pluviales communal n'a pas été réalisée. L'exploitant indique que les travaux de connection conformes au dossier transmis à la mairie de Séméac sont prévus sous 6 mois, avec la mise en place d'un bassin filtrant de roseaux en sortie du déboureur. Les eaux issues du déboureur deshuileur sont donc infiltrées dans le sous-sol, ce qui est interdit par l'arrêté préfectoral (Article 4.4.2) et par l'arrêté du 10 /07/1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées (notamment les huiles minérales et les hydrocarbures). L'article 1 de l'APMD n'est donc toujours pas respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émissions dans l'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 2
Prescription contrôlée : La SAS DECONS SUD AQUITAINE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Séméac, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les valeurs limites d'émissions fixées dans l'article 4.4.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2015.
Constats : En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD), l'exploitant a précisé que pour l'analyse du 8/03/21, les valeurs ne dépassent pas le double de la valeur seuil pour un prélèvement instantané. Le rapport d'analyse AR-21-LK-106576-01 de la société Eurofins analyse pour l'environnement démontre le respect des VLE du prélèvement d'eau de surface réalisé le 10/05/21. L'article 2 de l'APMD peut donc être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : risque foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 3
Prescription contrôlée : La SAS DECONS SUD AQUITAINE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Séméac, est mise en demeure de réaliser, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, et en application des dispositions des articles 7.6.1 et 7.6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2015, l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre. Ces études seront transmises à l'inspection avec un échéancier d réalisation des travaux identifiés.
Constats : Le rapport d'analyse du risque foudre réalisé par la société Indelec conclut que la mise en place de protection n'est pas nécessaire. L'article 3 de l'APMD peut donc être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : risque incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4
Prescription contrôlée : La SAS DECONS SUD AQUITAINE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Séméac, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2015 en ce qui concerne les moyens de lutte incendie en réalisant un plan des locaux facilitant l'intervention du SDIS avec une description des dangers pour chaque local et en disposant des moyens en eau appropriés au risque.
Constats : L'inspection constate la mise en place d'une citerne 180m3 (réceptionnée par le SDIS) et la mise à jour du plan des locaux. L'exploitant précise que ce plan sera à nouveau modifié à l'issu des travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales de la commune de Séméac et de démolition de bâtiments en cours et qu'il procédera à l'affichage du plan définitif. Une copie de ce plan définitif faisant également apparaître l'accessibilité des engins de secours (voie engins) sera transmis à l'inspection. L'article 4 de l'APMD peut-être levé
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.3.3
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. [...] .
Constats : L'inspection constate, comme demandé lors de la précédente inspection, la présence de la clôture tout autour du bassin de décantation et la mise en place d'une échelle.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.5.1
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du service géologique régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de nivellement des têtes de piézomètres. L'inspection constate que le cadenas cassé sur le piézomètre n°3 a été remplacé. Du fait du risque d'effondrement d'une partie de bâtiment non utilisé (travaux de démolition prévu), l'inspection n'a pas eu accès au piézomètre n°1. Il est toutefois rappelé à l'exploitant qu'il doit tenir à disposition de l'inspection les caractéristiques de chacun de ses piézomètres (positionnement, profondeur..) et déclarer, dans un délai de 1 mois, ceux faisant plus de 10 m de profondeur sur le site http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/declaration-des-forages-code-minier-a24272.html . Par ailleurs, l'exploitant doit procéder au bouchage du piézomètre non-utilisé en s'appuyant sur la norme NF X10-999 (août 2014). A minima, un justificatif de commande de ces travaux doit être transmis dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.5.2
Prescription contrôlée : [...] Deux fois par an, au moins, en L'exploitant procède à une surveillance des eaux souterraines..
Constats : Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont conformes et ont été saisis dans GIDAF pour l'année 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.3
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques sont maintenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à une modification et annuellement par un organisme compétent. [...] Si des non-conformités sont relevées par l'organisme qui a réalisé le contrôle, l'exploitant est tenu d'y apporter des actions correctives sous les plus brefs délais en priorisant les plus importantes en terme de danger.
Constats : L'exploitant a transmis les justificatifs de levée des non-conformités électriques (rapport APAVE du 22 février 2020) par la société SARL Reyca Electricité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.3
Prescription contrôlée : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'exploitant a transmis, comme attendu suite à la VI du 12/03/2021, la déclaration Ademe 2020 et le bordereau de suivi des déchets relatifs à l'évacuation de la bouteille de gaz frigorigène.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 61.5
Prescription contrôlée : [...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté et par la suite tous les 3 ans.
Constats : Une étude bruit a été réalisée par la société VIAM Acoustique en septembre 2019. Les résultats sont conformes. Une nouvelle campagne de mesure doit être faite en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 71.4
Prescription contrôlée : Les locaux dont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : L'exploitant a démoli un bâtiment non-utilisé et menaçant de s'effondrer. Un autre bâtiment doit également être démoli. L'inspection constate la présence de déchets inertes qu'il convient d'évacuer dans des filières agréées. De même, une ancienne citerne rouillée, au droit des futur travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales, doit être inertée au besoin et évacuée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Prescription contrôlée : [...] Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux
Constats : L'inspection constate l'absence d'affichage de certains produits (huiles, GNR ...) suite notamment à la démolition du mur du bâtiment attenant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites